



États financiers consolidés intermédiaires

pour les périodes de trois et six mois
closes le 31 mai 2012

2

Message aux actionnaires

Le deuxième trimestre s'inscrit comme une autre période de bonne croissance, d'excellente situation financière et d'expansion par acquisition pour Richelieu.

Notre stratégie d'innovation, nos acquisitions et les synergies que nous créons avec ces dernières, conjuguées à nos initiatives d'efficacité opérationnelle, continuent d'alimenter la croissance, de renforcer notre leadership dans le marché nord-américain et d'accroître notre potentiel pour le futur.

Pour les trois mois clos le 31 mai 2012, nous avons dégagé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 12,0 millions \$, affichant une hausse de 19,8 % sur celui du trimestre correspondant de 2011. Nos ventes se sont élevées à 147,1 millions \$ en hausse de 5,7 %, dont une solide croissance interne de 4,7 % à laquelle nos deux marchés principaux ont participé, tant au Canada qu'aux États-Unis. Dans le marché des fabricants où nos ventes ont augmenté de 4,5 %, nos différents segments de clientèle ont bien performé, avec une contribution plus marquée des fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains. Grâce notamment à l'introduction de nouvelles gammes de produits de quincaillerie décorative, le marché des détaillants en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation a vu ses ventes croître de 12,6 % pour ce deuxième trimestre.

Après avoir versé des dividendes aux actionnaires de 2,5 millions \$, en hausse de 7,7 %, et investi 3,0 millions \$ dans une nouvelle acquisition et diverses immobilisations corporelles et incorporelles, nous avons terminé la période avec une situation financière encore renforcée, presque sans dette et d'excellentes liquidités. Au terme des six premiers mois de l'exercice 2012, notre encaisse s'élevait à 30,8 millions \$, notre fonds de roulement atteignait 185,2 millions \$, soit un ratio de 4,3:1 et le rendement de l'avoir moyen était passé à 16,9 %.

Le 1^{er} mai 2012, nous avons réalisé l'acquisition des actifs nets de CourterCo Inc. En acquérant ce distributeur de quincaillerie spécialisée et décorative actif aux États-Unis à partir de ses centres d'affaires d'Indianapolis, Indiana, de Louisville, Kentucky et de Greensboro, Caroline du Nord, nous avons réalisé notre dixième acquisition en Amérique du Nord — notre sixième aux États-Unis — depuis 2010. Nous sommes heureux d'intégrer ce distributeur solidement implanté dans ses marchés et apprécié de sa clientèle qui compte quelque 6 000 ébénisteries résidentielles et commerciales et fabricants de meubles de cuisine et de salle de bains. Ainsi, nous accédons au marché de l'Indiana et nous renforçons notre présence au Kentucky et en Caroline du Nord tout en ajoutant des expertises à notre équipe et des ventes annualisées de l'ordre de 13 millions \$ à notre chiffre d'affaires. Au cours des prochaines périodes, nous chercherons à saisir le potentiel de synergies que nous offre cette excellente acquisition, entre autres en combinant nos opérations existantes dans ces régions. C'est ce que nous avons déjà entrepris en fusionnant notre centre de Louisville avec celui de CourterCo. Par ailleurs, nous avons aussi consolidé nos opérations dans le Nord-Ouest des États-Unis en transférant les activités de notre centre satellite de l'Oregon à notre centre de distribution implanté dans la région de Seattle.

Nous poursuivons nos stratégies et nos initiatives d'innovation et d'efficacité opérationnelle. Nous gardons le cap sur la croissance, confiants de réaliser de bons résultats dans la deuxième partie de l'exercice 2012 et de continuer de créer de la valeur.

VERSEMENT DU PROCHAIN DIVIDENDE

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 5 juillet 2012 a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,12 \$ par action. Ce dividende est payable le 2 août 2012 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 19 juillet 2012.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats consolidés et les flux de trésorerie de Quincaillerie Richelieu Ltée pour le deuxième trimestre et le premier semestre clos le 31 mai 2012, en comparaison avec le deuxième trimestre et le premier semestre clos le 31 mai 2011, de même que sur la situation financière de la Société à ces dates. Ce rapport devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés non audités du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2012 et les notes afférentes ainsi que l'analyse et les notes aux états financiers consolidés audités figurant dans le rapport annuel 2011. Dans le présent rapport de gestion, « Richelieu » ou la « Société » désigne, selon le cas, Quincaillerie Richelieu Ltée et ses filiales et divisions ou l'une de ses filiales ou divisions. Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire close le 31 mai 2012 signées par le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société, sont disponibles sur le site internet du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») à l'adresse www.sedar.com.

Les renseignements contenus dans ce rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu avant le 5 juillet 2012, date de l'approbation des états financiers consolidés non audités et du rapport de gestion intermédiaire, par le conseil d'administration de la Société. À moins qu'il n'en soit indiqué autrement, l'information financière présentée ci-après, ainsi que les montants apparaissant aux tableaux, sont exprimés en dollars canadiens et préparés conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »), qui représentent depuis le 1^{er} décembre 2011 les nouveaux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada applicable à la Société. Les notes 2 et 12 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mai 2012 expliquent dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Société. Les états financiers consolidés du deuxième trimestre et du premier semestre clos le 31 mai 2012 n'ont fait l'objet ni d'un audit ni d'une mission d'examen par les auditeurs de la Société.

Richelieu utilise le résultat avant impôts sur les bénéfiques, intérêts et amortissement (« BAIIA »), car cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la Société. Cette donnée est un indicateur financier largement accepté de la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Cependant, les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les produits d'exploitation ou le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, un indicateur de la performance financière ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité. Étant donné que le BAIIA n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, il pourrait ne pas être comparable aux BAIIA d'autres sociétés.

Richelieu utilise également les flux monétaires générés par les activités opérationnelles et les flux monétaires générés par les activités opérationnelles par action. Les flux monétaires générés par les activités opérationnelles sont établis à partir du résultat net auquel s'ajoutent les charges d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la charge (ou recouvrement) d'impôts

différés et la charge relative à la rémunération à base d'actions. Ces mesures additionnelles ne tiennent pas compte de la variation des éléments hors caisse du fond de roulement afin d'exclure les effets de saisonnalité et sont utilisées par la direction dans ses évaluations des liquidités générées par les activités opérationnelles à long terme.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion, notamment les énoncés qui portent sur la suffisance prévue des flux de trésorerie pour couvrir les engagements contractuels, pour assurer sa croissance et pour couvrir ses activités de financement et d'investissement, les perspectives de croissance, la position concurrentielle de Richelieu au sein de son industrie, la capacité de Richelieu à faire face à la conjoncture économique actuelle et d'accéder à d'autres financements externes, la réalisation de nouvelles acquisitions et d'autres énoncés ne portant pas sur des faits passés, constituent des énoncés prospectifs. Dans certains cas, ces énoncés sont identifiés par l'utilisation de mots comme « peut », « fera », « ferait », « a l'intention », « compte », « devrait », « s'attend », « projette », « prévoit », « croit », « estime » ou de la forme négative de ces expressions ou autres variantes comparables. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de la direction, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs, y compris sur l'hypothèse selon laquelle la conjoncture économique et les taux de change ne se détérioreront pas de façon significative, les frais d'exploitation n'augmenteront pas considérablement, les livraisons suffiront à répondre aux besoins de Richelieu, la disponibilité du crédit demeurera stable tout au long de l'exercice et aucun événement extraordinaire n'exigera de dépenses en immobilisations supplémentaires.

Bien que la direction considère ces hypothèses et attentes comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi sujets, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes tels que, notamment, ceux reliés à l'industrie, aux acquisitions, aux relations de travail, au crédit, aux dirigeants clés, à l'approvisionnement et à la responsabilité du fait du produit, et d'autres facteurs mentionnés dans le rapport annuel 2011 de la Société (se reporter à la rubrique « Gestion des risques » à la page 32 du rapport annuel 2011 disponible sur SEDAR à www.sedar.com).

Les résultats réels de Richelieu pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'éléments spéciaux ou encore d'un regroupement d'entreprises ou d'une autre opération qui pourraient être annoncés ou avoir lieu après la date des présentes. Richelieu n'a aucune obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs pour refléter de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois applicables.

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE au 31 mai 2012

Quincaillerie Richelieu Ltée a acquis une position de chef de file en Amérique du Nord en tant qu'importateur, distributeur et fabricant de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires.

Ses produits sont destinés à une importante clientèle de **fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisterie résidentielle et commerciale**, ainsi qu'à une vaste clientèle de **détailants en quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation**. Le marché de la rénovation résidentielle et commerciale est la principale source de croissance de l'entreprise.

Richelieu offre à ses clients une large sélection de produits qui proviennent de fabricants du monde entier. Les liens solides que la Société a développés avec des fournisseurs-chefs de file mondiaux lui permettent d'offrir à ses clients les produits les plus novateurs et appropriés à leurs affaires. L'offre de Richelieu regroupe **quelque 90 000 articles différents s'adressant à près de 70 000 clients actifs**, qui sont desservis par **61 centres en Amérique du Nord**, dont 34 centres de distribution au Canada et 25 aux États-Unis ainsi que deux usines de fabrication au Canada.

Parmi les principales catégories de produits de Richelieu, mentionnons les produits de quincaillerie fonctionnelle pour armoires de cuisine et les produits d'assemblage pour la fabrication de meubles et d'armoires de cuisine, les produits de quincaillerie décorative, les laminés à haute pression, les panneaux décoratifs et utilitaires, les accessoires de cuisine, les éléments de poste de travail ergonomique, les produits de finition, les tableaux et panneaux d'affichage. Richelieu est aussi spécialisée dans la fabrication d'une grande variété de gammes de placages et de bandes de chant par l'intermédiaire de sa filiale Les Industries Cedan inc., de composantes pour l'industrie des portes et fenêtres et de moulures par l'entremise de Menuiserie des Pins Ltée ainsi que de produits de protection de plancher à la suite de l'acquisition de Distribution Madico inc. (Québec) («Madico»). De plus, la Société fait fabriquer certains de ses produits en Asie selon ses spécifications et celles de ses clients.

La Société emploie près de 1 600 personnes qui œuvrent au siège social et dans l'ensemble de son réseau, dont près de la moitié dans des responsabilités reliées au marketing, à la vente et au service à la clientèle. Près de 70 % des employés sont actionnaires de Richelieu.

MISSION ET STRATÉGIE

Richelieu a pour mission de créer de la valeur pour ses actionnaires et de contribuer à la croissance et au succès de ses clients, tout en favorisant une culture d'entreprise axée sur la qualité du service et les résultats, le partenariat et l'intrapreneurship.

Pour soutenir sa croissance et demeurer le chef de file de son marché spécialisé, la Société continue de suivre la stratégie qui lui a été bénéfique jusqu'à présent et dont les principaux axes sont les suivants :

- renforcer continuellement son offre en introduisant chaque année de nouveaux produits diversifiés, qui répondent aux besoins de ses marchés et la positionnent comme le spécialiste de la quincaillerie fonctionnelle et décorative pour les fabricants et les détaillants ;

- approfondir et développer ses marchés actuels au Canada et aux États-Unis avec l'appui d'une force de vente et de marketing spécialisée, permettant un service personnalisé aux clients ; et

- poursuivre son expansion en Amérique du Nord par des ouvertures de centres de distribution et par des acquisitions efficacement intégrées et rentables, réalisées à juste prix, et présentant un fort potentiel de croissance et une bonne complémentarité sur le plan des produits et de l'expertise.

Avec une organisation solide et efficace, une offre de produits très diversifiée et des relations d'affaires de longue date avec d'excellents fournisseurs à travers le monde, Richelieu est bien positionnée pour continuer de mener une concurrence efficace au sein d'une industrie très fragmentée, et principalement composée d'une multitude de petits distributeurs régionaux offrant une gamme limitée de produits.

INFORMATION TRIMESTRIELLE CONSOLIDÉE CHOISIE (non audité) ⁽¹⁾

Périodes closes les 31 mai

(en milliers de \$, sauf les données par action, le nombre d'actions et les données exprimées en %)	3 mois			6 mois		
	2012	2011	Δ %	2012	2011	Δ %
Ventes	147 107	139 178	+ 5,7	271 190	252 370	+ 7,5
BAIIA ⁽¹⁾	18 617	17 075	+ 9,0	31 897	29 093	+ 9,6
Marge BAIIA (%)	12,7	12,3		11,8	11,5	
Résultat net	12 112	10 101	+19,9	20 140	17 074	+18,0
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	11 997	10 015	+19,8	20 001	17 004	+17,6
• de base par action (\$)	0,57	0,48	+18,8	0,96	0,81	+18,5
• dilué par action (\$)	0,57	0,47	+21,3	0,95	0,80	+18,8
Marge nette (%)	8,2	7,2		7,4	6,7	
Flux monétaires générés par les activités opérationnelles ⁽²⁾	13 884	12 211	+13,7	24 141	21 336	+13,1
• par action (\$)	0,66	0,57	+15,8	1,15	1,00	+15,0
Dividendes en espèces versés sur les actions	2 507	2 328	+ 7,7	5 012	4 655	+ 7,7
• par action (\$)	0,12	0,11		0,24	0,22	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) (en milliers)	21 123	21 367		21 080	21 388	

Données relatives à la situation financière

Aux	31 mai 2012	30 novembre 2011	Δ %
Actif total	336 775	318 676	+ 5,7
Fonds de roulement	185 194	166 897	+ 11,0
Ratio du fonds de roulement	4,3	4,0	
Capitaux propres	274 060	256 187	+ 7,0
Rendement moyen des capitaux propres (%)	16,9	16,5	
Valeur comptable (\$)	13,09	11,93	+ 9,7
Dette totale portant intérêt	3 218	5 544	-42,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 771	29 095	+ 5,8

(1) Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR, telle que décrite à la page 2 du présent rapport.

(2) Les flux monétaires générés par les activités opérationnelles et les flux monétaires par action sont des mesures non conformes aux PCGR telles que décrites à la page 2 du présent rapport.

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE CLOS LE 31 MAI 2012, COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE CLOS LE 31 MAI 2011

Au deuxième trimestre, les ventes consolidées se sont élevées à 147,1 millions \$, en hausse de 7,9 millions \$ ou 5,7 % sur celles du trimestre correspondant de 2011, dont 4,7 % de croissance interne et 1,0 % provenant des contributions de Provincial Woodproducts Ltd (Terre-Neuve) («**Provincial**») acquise au début du deuxième trimestre de l'exercice 2011 et de CourterCo Inc. (Indiana, Louisville et Greensboro, É.-U.) («**CourterCo**») acquise le 1^{er} mai 2012.

Les ventes aux **fabricants** ont atteint à 124,4 millions \$, comparativement à 119,0 millions \$ pour la période correspondante de 2011, soit une hausse de 5,4 millions \$ ou 4,5 %, dont une croissance interne de 3,3 % et une croissance de 1,2 % provenant des acquisitions citées précédemment. La plupart des marchés de la Société ont contribué à cette hausse, notamment celui des fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains. Richelieu a réalisé des ventes de 22,7 millions \$ dans le marché des **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation, comparativement à 20,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, soit une hausse de 2,5 millions \$ ou de 12,6 % à laquelle tous ses marchés géographiques ont participé, notamment grâce à l'introduction de nouvelles gammes de produits.

Au Canada, les ventes ont totalisé 118,5 millions \$, comparativement à 113,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2011, soit une hausse de 4,7 millions \$ ou 4,2 %, dont 3,9 % de croissance interne et 0,3 % provenant de Provincial. L'Est et l'Ouest du Canada ont contribué à la croissance avec des hausses respectives de 6,1 % et de 4,0 % pour ce deuxième trimestre. Au Canada, les ventes au marché des **fabricants** se sont accrues de 2,4 %, dont 2,1 % de croissance interne, pour atteindre 96,7 millions \$. Quant au marché des **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation, il montre une hausse de 12,7 %, principalement en raison du facteur énoncé précédemment. Ainsi, les ventes aux détaillants ont totalisé 21,9 millions \$, comparativement à 19,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011.

Aux États-Unis, les ventes se sont élevées à 28,6 millions \$ US, comparativement à 26,3 millions \$ US pour le trimestre correspondant de 2011, soit une hausse de 2,3 millions \$ US ou 8,9 %, dont 4,6 % provenant de la croissance interne et 4,3 % de la contribution de CourterCo pour le mois de mai 2012. La croissance interne des ventes dans les marchés américains a été d'autant plus appréciable qu'elle a été réalisée dans un contexte économique demeuré relativement difficile. Il est à noter que la devise américaine a pris de la vigueur au cours du deuxième trimestre de 2012 par rapport à la période comparable de 2011. En dollars canadiens, les ventes réalisées aux États-Unis ont atteint 28,6 millions \$, comparativement à 25,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011. Elles ont représenté 19,4 % des ventes consolidées du deuxième trimestre de 2012. Les ventes aux **fabricants** se sont établies à 27,7 millions \$, en hausse de 12,5 %, dont 8,0 % de croissance interne et 4,5 % provenant de la contribution de CourterCo. Quant aux ventes aux **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation, elles se sont accrues de 10,8 %.

Ventes consolidées							
(en milliers de \$ sauf le taux de change)							
Périodes closes les 31 mai	3 mois			6 mois			
	2012	2011	Δ %	2012	2011	2011	Δ %
	\$	\$		\$	\$	\$	
Canada	118 521	113 764	+ 4,2	216 285	206 337		+ 4,8
États-Unis (\$ CA)	28 586	25 414	+12,5	54 905	46 033		+19,3
(\$ US)	28 604	26 258	+ 8,9	54 639	46 963		+16,3
Taux de change moyen	0,9994	0,9679		1,0049	0,9802		
Ventes consolidées	147 107	139 178	+ 5,7	271 190	252 370		+ 7,5

Au premier semestre, les ventes consolidées ont atteint 271,2 millions \$, en hausse de 18,8 millions \$ ou 7,5 % sur celles du semestre correspondant de 2011, dont 5,2 % de croissance interne et 2,3 % provenant des contributions de Outwater Hardware (New Jersey) («**Outwater**»), Madico et Provincial, auxquelles s'est ajoutée la contribution de CourterCo.

Les ventes aux **fabricants** se sont élevées à 227,7 millions \$, comparativement à 213,1 millions \$ pour la période correspondante de 2011, soit une hausse de 14,6 millions \$ ou 6,9 %, dont une croissance interne de 4,4 % et une croissance de 2,5 % provenant des acquisitions citées précédemment. Il est à noter que tous les marchés de la Société ont participé à cette hausse, avec une plus forte contribution du marché des fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains. Les ventes au marché des **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation se sont établies à 43,4 millions \$, comparativement à 39,3 millions \$ pour le semestre correspondant de 2011, soit une hausse de près de 4,2 millions \$ ou de 10,6 % enregistrée dans tous les marchés, notamment grâce à l'introduction de nouvelles gammes de produits.

Au Canada, les ventes ont totalisé 216,3 millions \$, comparativement à 206,3 millions \$ pour le premier semestre de 2011, soit une hausse de 10,0 millions \$ ou 4,8 %, dont 3,4 % de croissance interne et 1,4 % provenant de Madico et Provincial. Les trois marchés géographiques ont contribué à la croissance, avec des hausses de 6,7 % dans l'Est, de 3,3 % dans l'Ouest et de 2,7 % dans le marché ontarien, par rapport au semestre correspondant de 2011. Au Canada, les ventes au marché des **fabricants** ont atteint 174,7 millions \$, en hausse de 3,9 % par rapport au premier semestre de 2011, dont 2,4 % de croissance interne et 1,5 % provenant de Madico et Provincial. Quant au marché des **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation, il affiche une hausse de 9,1 % par rapport à la période correspondante de 2011, principalement en raison du facteur énoncé précédemment. Ainsi, les ventes aux détaillants ont totalisé 41,6 millions \$, comparativement à 38,1 millions \$ pour le semestre correspondant de 2011.

Aux États-Unis, les ventes se sont élevées à 54,6 millions \$ US, comparativement à 47,0 millions \$ US pour le semestre correspondant de 2011, soit une hausse de 7,7 millions \$ US ou 16,3 %, dont 10,5 % de croissance interne et 5,8 % provenant de la contribution de Outwater, à laquelle s'est ajoutée celle de CourterCo pour le mois de mai 2012. Il est à noter que la devise américaine a pris de la vigueur au cours de la période par rapport au premier semestre de 2011. En dollars canadiens, les ventes réalisées aux États-Unis ont atteint 54,9 millions \$, comparativement à 46,0 millions \$ pour le semestre correspondant de 2011. Elles ont représenté 20,2 % des ventes consolidées du premier semestre de 2012. Les ventes aux **fabricants** se sont établies à 53,0 millions \$, en hausse de 18,2 %, dont 12,2 % de croissance interne et 6,0 % provenant des contributions de Outwater et de CourterCo. Quant aux ventes aux **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation, elles affichent une hausse de 62,1 %.

BAIIA consolidé et marge bénéficiaire BAIIA

(en milliers de \$, sauf indication contraire)

Périodes closes les 31 mai	3 mois			6 mois		
	2012	2011	Δ %	2012	2011	Δ %
	\$	\$		\$	\$	
Ventes	147 107	139 178	+ 5,7	271 190	252 370	+ 7,5
BAIIA	18 617	17 075	+ 9,0	31 897	29 093	+ 9,6
Marge bénéficiaire BAIIA (%)	12,7	12,3		11,8	11,5	

Au deuxième trimestre, le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (BAIIA) s'est élevé à 18,6 millions \$, en hausse de 9,0 % sur celui du trimestre correspondant de 2011. La marge bénéficiaire brute est demeurée relativement stable par rapport à celle du deuxième trimestre de l'exercice 2011. Représentant la hausse des ventes et une baisse des frais d'opération en pourcentage des ventes, la marge bénéficiaire BAIIA s'est améliorée pour passer à 12,7 %, contre 12,3 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Il est à noter que les charges d'opérations incluent les frais d'acquisition de 0,1 million \$ engagés pour conclure l'acquisition de CourterCo.

Bien que le BAIIA ait augmenté, la charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 4,8 millions \$, demeurant relativement stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011, dû aux variations des résultats par région où la Société et ses filiales sont assujetties à des taux d'imposition et des règles fiscales qui diffèrent l'une de l'autre.

Au premier semestre, le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (BAIIA) a atteint 31,9 millions \$, en hausse de 9,6 % sur celui du semestre correspondant de l'exercice 2011. La marge bénéficiaire brute est demeurée relativement stable par rapport à celle du premier semestre de l'exercice 2011. Représentant la hausse des ventes et une baisse des frais d'opération en pourcentage des ventes, la marge bénéficiaire BAIIA s'est améliorée pour passer à 11,8 %, contre 11,5 % au premier semestre de l'exercice précédent.

Bien que le BAIIA ait augmenté, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 8,1 millions \$, demeurant relativement stable par rapport au premier semestre de l'exercice 2011, dû aux variations des résultats par région où la Société et ses filiales sont assujetties à des taux d'imposition et des règles fiscales qui diffèrent l'une de l'autre.

Résultat net attribuable aux actionnaires consolidé						
(en milliers de \$, sauf indication contraire)						
Périodes closes les 31 mai	3 mois			6 mois		
	2012	2011	Δ %	2012	2011	Δ %
	\$	\$		\$	\$	
BAIIA	18 617	17 075	+ 9,0	31 897	29 093	+ 9,6
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	1 749	2 036		3 759	3 751	
Frais financiers, nets	(19)	49		(65)	14	
Impôts sur le résultat	4 775	4 889		8 063	8 254	
Résultat net	12 112	10 101	+19,0	20 140	17 074	+18,0
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	11 997	10 015	+19,8	20 001	17 004	+17,6
Marge bénéficiaire nette (%)	8,2	7,2		7,4	6,7	
Participation ne donnant pas le contrôle	115	86		139	70	
Résultat net	12 112	10 101	+19,9	20 140	17 074	+18,0

Au deuxième trimestre, le résultat net s'est accru de 19,9 %. Compte tenu des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 12,0 millions \$, en hausse de 19,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Le résultat par action a atteint 0,57 \$ (de base et dilué), comparativement à 0,48 \$ de base et 0,47 \$ dilué pour le deuxième trimestre de 2011, soit une hausse de 18,8 % et 21,3 % respectivement.

Le résultat global s'est chiffré à 14,0 millions \$, compte tenu d'un écart positif de 1,9 million \$ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis, comparativement à 10,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, compte tenu d'un écart négatif de 0,1 million \$ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis.

Au premier semestre, le résultat net s'est accru de 18,0 %. Compte tenu des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 20,0 millions \$, en hausse de 17,6 % par rapport au semestre correspondant de l'exercice 2011. Le résultat par action a atteint 0,96 \$ de base et 0,95 \$ dilué, comparativement à 0,81 \$ de base et 0,80 \$ dilué pour le premier semestre de 2011, soit une hausse de 18,5 % et de 18,8 % respectivement.

Le résultat global s'est chiffré à 20,8 millions \$, compte tenu d'un écart positif de 0,6 million \$ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis, comparativement à 15,6 millions \$ pour le semestre correspondant de 2011, compte tenu d'un écart négatif de 1,5 million \$ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

(en milliers de \$, sauf les montants par action)

Trimestres	1	2	3	4
2012				
Ventes	124 083	147 107		
BAIIA	13 280	18 617		
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	8 004	11 997		
par action de base	0,38	0,57		
par action dilué	0,38	0,57		
2011				
Ventes	113 192	139 178	136 132	135 284
BAIIA	12 018	17 073	19 155	18 902
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	6 989	10 014	11 413	11 309
par action de base	0,33	0,48	0,54	0,54
par action dilué	0,33	0,47	0,54	0,54
2010 (PCGR du Canada)				
Ventes	95 183	117 960	115 957	117 863
BAIIA	10 880	18 764	17 054	17 134
Bénéfice net	7 002	11 502	10 348	10 381
par action de base	0,32	0,53	0,48	0,49
par action dilué	0,32	0,53	0,48	0,48

Variations trimestrielles des résultats — Le premier trimestre se terminant fin février est généralement la période la plus faible de l'exercice pour Richelieu, en raison principalement d'un nombre moindre de jours ouvrables dû aux fêtes de fin d'année et d'un ralentissement des travaux de rénovation et de construction au cours des mois d'hiver. Le troisième trimestre se terminant le 31 août compte aussi un nombre moindre de jours ouvrables en raison des vacances estivales, ce qui peut se refléter dans les résultats de la période. Quant aux deuxième et quatrième trimestres se terminant respectivement les 31 mai et 30 novembre, ils constituent historiquement les périodes les plus actives de l'exercice.

SITUATION FINANCIÈRE

Analyse des principaux flux de trésorerie pour le deuxième trimestre et le premier semestre clos le 31 mai 2012

Périodes closes les 31 mai	3 mois		6 mois	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ressources en capital (en milliers de \$)				
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :				
Activités d'exploitation	8 830	8 830	11 422	3 971
Activités de financement	(930)	(7 461)	(5 630)	(9 554)
Activités d'investissement	(2 991)	(12 592)	(4 093)	(26 857)
Effet des fluctuations du taux de change	91	1	(23)	52
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 000	(11 222)	1 676	(32 388)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	25 771	18 123	29 095	39 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	30 771	6 901	30 771	6 901
Aux	31 mai 2012	30 novembre 2011		
	\$	\$		
Fonds de roulement	185 194	166 897		
Marge de crédit renouvelable (\$ CA)	26 000	26 000		
Marge de crédit renouvelable (\$ US)	5 000	5 000		

Activités opérationnelles

Au deuxième trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (avant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation) se sont élevés à 13,9 millions \$ ou 0,66 \$ par action, comparativement à 12,2 millions \$ ou 0,57 \$ par action pour le deuxième trimestre de 2011, soit une hausse de 13,7 % reflétant principalement la hausse de 2,0 millions \$ du résultat net ainsi que la diminution de 0,3 million de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles du fait que du matériel et de l'outillage acquis il y a trois ans sont maintenant complètement amortis. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés aux opérations a requis des liquidités de 5,1 millions \$, comparativement à 3,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2011. Cette variation nette du trimestre reflète principalement l'augmentation des débiteurs de 9,0 millions \$ liée principalement à la hausse des ventes, et la diminution des créditeurs pour 1,7 million \$, alors que les stocks, les frais payés d'avance et les impôts à recevoir ont représenté au total une diminution nette de 5,7 millions \$.

En conséquence, les activités opérationnelles ont généré des fonds de 8,8 millions \$, similaires à ceux du deuxième trimestre de 2011.

Au premier semestre, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (avant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation) se sont élevés à 24,1 millions \$ ou 1,15 \$ par action, comparativement à 21,3 millions \$ ou 1,00 \$ par action pour le premier semestre de 2011, soit une hausse de 13,1 % reflétant principalement la hausse de 3,1 millions \$ du résultat net. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés aux opérations a requis des liquidités de 12,7 millions \$, comparativement à 17,4 millions \$ au premier semestre de 2011. Cette variation nette du semestre reflète principalement l'augmentation des débiteurs de 8,0 millions \$ liée principalement à la hausse des ventes, de 3,3 millions \$ des stocks liée notamment à l'acquisition réalisée en mai 2012 et à la hausse de la demande pour la période, et de 1,6 million \$ des impôts à recevoir et des frais payés d'avance, alors que les créditeurs ont représenté une augmentation de 0,3 million \$. En conséquence, les activités opérationnelles ont généré des fonds de 11,4 millions \$ pour le premier semestre contre 3,9 millions \$ pour le semestre correspondant de 2011.

Activités de financement

Au deuxième trimestre, Richelieu a versé des dividendes aux actionnaires de 2,5 millions \$, en hausse de 7,7 % par rapport au trimestre correspondant de 2011, compte tenu de la hausse de 9,1 % du dividende annoncée en janvier 2012. Par ailleurs, la Société a émis des actions ordinaires pour 1,6 million \$ à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Ainsi, les activités de financement se sont soldées par une sortie de fonds de 0,9 million \$ par rapport à 7,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, alors qu'elle avait effectué un rachat d'actions ordinaires dans le cours normal de ses activités pour un montant de 5,6 millions \$.

Au premier semestre, Richelieu a remboursé un montant de dette à long terme de 2,5 millions \$, comparativement à un remboursement de 0,1 million \$ au premier semestre de 2011 et elle a versé des dividendes aux actionnaires de 5,0 millions \$, en hausse de 7,7 % par rapport au semestre correspondant de 2011, compte tenu de la hausse de 9,1 % du dividende annoncée en janvier 2012. Par ailleurs, la Société a émis des actions ordinaires pour 2,2 millions \$ à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions, comparativement à 0,8 million \$ au cours de la période correspondante de 2011, et elle a effectué un rachat d'actions ordinaires dans le cours normal de ses activités pour 0,3 million \$, comparativement à 5,6 millions \$ au cours du premier semestre de 2011. Ainsi, les activités de financement se sont soldées par une sortie de fonds de 5,6 millions \$ par rapport à 9,6 millions \$ pour le semestre correspondant de 2011.

Activités d'investissement

Au deuxième trimestre, Richelieu a investi au total 3,0 millions \$, dont 2,4 millions \$ dans l'acquisition des actifs nets de CourterCo et 0,6 million \$ principalement dans des logiciels et de l'équipement opérationnel, alors qu'elle avait investi 12,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2011, dont 7,5 millions \$ dans l'acquisition de Provincial et 5,1 millions \$ dans des immobilisations corporelles, principalement dans l'agrandissement des centres de distribution de Montréal et de Laval ainsi que dans des modules complémentaires au système informatique de la Société.

Au premier semestre, Richelieu a investi au total 4,1 millions \$, dont 2,4 millions \$ dans l'acquisition des actifs nets de CourterCo et 1,7 million \$ principalement dans des logiciels et de l'équipement opérationnel, alors qu'elle avait investi 26,9 millions \$ au semestre correspondant de 2011, dont 18,5 millions \$ dans l'acquisition des éléments d'actif net de Outwater, des actions de Madico et de 85 % des actions ordinaires de Provincial ainsi que 8,4 millions \$ dans des immobilisations corporelles, principalement dans l'agrandissement des centres de distribution de Montréal et de Laval et dans des modules complémentaires au système informatique de la Société.

Sources de financement

Au 31 mai 2012, **la trésorerie et les équivalents de trésorerie** s'élevaient à 30,8 millions \$, comparativement à 29,1 millions \$ au 30 novembre 2011. La Société disposait d'un **fonds de roulement** de 185,2 millions \$, soit un ratio de 4,3:1, comparativement à 167,3 millions \$ (ratio de 4,0:1) au 30 novembre 2011.

Richelieu estime qu'elle possède les ressources en capital requises pour faire face à ses engagements et obligations courantes au deuxième semestre de 2012, pour assumer les besoins de fonds nécessaires à sa croissance et à ses activités de financement et d'investissement prévues pour le reste de l'exercice. Par ailleurs, la Société continue de disposer d'une marge de crédit autorisée de 26,0 millions \$ renouvelable annuellement et portant intérêt au taux préférentiel bancaire, ainsi que d'une marge de crédit de 5 millions \$ US portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2 %. De plus, la Société considère qu'elle pourrait accéder à d'autres financements externes si cela s'avérait nécessaire.

Analyse de la situation financière en date du 31 mai 2012

Situation financière sommaire		
(en milliers de \$)		
Aux	31 mai 2012 \$	30 novembre 2011 \$
Actifs courants	241 485	223 059
Actifs non courants	95 290	95 617
Total	336 775	318 676
Passifs courants	56 291	56 162
Autres passifs	6 424	6 327
Capitaux propres	274 060	256 187
Total	336 775	318 676
<i>Taux de change de la conversion d'un établissement étranger autonome aux États-Unis</i>		
	1,0329	1,0203

Actifs

Au 31 mai 2012, **les actifs totaux** ont atteint 336,8 millions \$, comparativement à 318,7 millions \$ au 30 novembre 2011, soit une hausse de 5,7 % résultant de la croissance de l'entreprise et de l'acquisition de CourterCo qui a généré une hausse de 4,5 millions \$. **Les actifs courants** ont augmenté de 8,3 % ou de 18,4 millions \$ par rapport au 30 novembre 2011. Cette augmentation provient notamment des hausses de 9,7 millions \$ des débiteurs, de 5,4 millions \$ des stocks, de 1,7 million \$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie, de 1,3 million \$ des impôts sur les bénéfices à recevoir et de 0,4 million \$ des frais payés d'avance.

Encaisse nette		
(en milliers de \$)		
Aux	31 mai 2012 \$	30 novembre 2011 \$
Portion courante de la dette à long terme	1 984	4 309
Dette à long terme	1 234	1 235
Total	3 218	5 544
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	30 771	29 095
Encaisse totale nette de la dette	27 553	23 551

La dette totale portant intérêt s'est établie à 3,2 millions \$, incluant une dette à long terme de 1,2 million \$ et la portion courante de la dette à long terme de 2,0 millions \$ représentant uniquement les soldes à payer sur les acquisitions. Déduction faite de cette dette totale, l'encaisse nette était de 27,6 millions \$ au 31 mai 2012. La Société continue de jouir d'une situation financière saine et solide qui lui permet de poursuivre sa stratégie d'affaires dans son secteur d'activité.

Les capitaux propres ont atteint 274,1 millions \$ au 31 mai 2012, comparativement à 256,2 millions \$ au 30 novembre 2011, soit un accroissement de 7,0 % provenant principalement des augmentations de 14,7 millions \$ des résultats non distribués qui s'élevaient à 243,8 millions \$ au 31 mai 2012 et d'un accroissement de 3,2 millions \$ du capital-actions, plus les variations du cumul des autres éléments du résultat global de 0,6 million \$ et moins la variation de 0,8 million \$ du surplus d'apport. Au terme du premier semestre, **la valeur comptable de l'action** s'élevait à 13,09 \$ comparativement à 11,93 \$ au 30 novembre 2011.

Au 31 mai 2012, **le capital-actions** de la Société était constitué de 20 940 959 actions ordinaires (20 846 709 actions au 30 novembre 2011). Au cours du premier semestre de l'exercice, la Société a émis 103 250 actions ordinaires à un prix moyen de 21,20 \$ (47 800 en 2011 à un prix moyen de 16,80 \$) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours du premier semestre clos le 31 mai 2012, la Société a acheté 9 000 actions ordinaires aux fins d'annulation en vertu du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Au 31 mai 2012, 819 750 options d'achat d'actions étaient en circulation (883 000 au 30 novembre 2011), compte tenu notamment des 41 000 options d'achat qui ont été octroyées au cours du premier semestre de 2012 (50 000 au cours du premier semestre de 2011).

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Il n'y a eu aucune modification importante dans les engagements contractuels de Richelieu, hors du cours normal des activités, par rapport à ceux décrits en page 27 du rapport annuel 2011 de la Société disponible sur SEDAR à www.sedar.com. Pour 2012 et dans un avenir prévisible, la Société prévoit que les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'autres sources de financement suffiront à répondre à ses engagements contractuels courants.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Richelieu a recours périodiquement à des contrats de change à terme afin de se protéger, en tout ou en partie, des fluctuations de change relatives aux créanciers libellés en devises étrangères ou pour couvrir certains engagements d'achat prévus. La Société a pour politique de ne pas utiliser ces instruments à des fins de spéculations ou de négociations et de ne conclure ces contrats qu'avec d'importantes institutions financières.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Tel qu'indiqué dans le rapport annuel 2011, disponible sur SEDAR à www.sedar.com, la direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 30 novembre 2011. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Au cours du trimestre clos le 31 mai 2012, la direction a vérifié qu'il n'y a eu aucune modification importante au processus de la Société qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne fournissent qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas permettre de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité aux périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthode se détériore.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 31 mai 2012 ont donc été dressés par la direction conformément aux IFRS. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux IFRS, incluant l'IFRS 1 Première application des Normes internationales d'information financière et l'IAS 34 information financière intermédiaire. Les notes 2 et 12 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires expliquent dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Société.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires a été faite conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter lors de l'établissement des états financiers consolidés au 30 novembre 2012 et nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés intermédiaires et présentés dans les notes y afférentes, lesquelles pourraient être modifiées. Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours, sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents et raisonnables.

Les facteurs de risques sont décrits sous la rubrique « Gestion des risques » à la page 32 du rapport annuel 2011 de Richelieu, disponible sur SEDAR à www.sedar.com.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

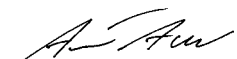
D'autres renseignements sur Richelieu, dont sa dernière notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Le président et
chef de la direction



(Signé) Richard Lord

Le vice-président et chef
de la direction financière



(Signé) Antoine Auclair

Le 5 juillet 2012

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS (non audités)

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	Notes	Pour les trois mois clos les 31 mai		Pour les six mois clos les 31 mai	
		2012 \$	2011 \$	2012 \$	2011 \$
Ventes		147 107	139 178	271 190	252 370
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	9	128 490	122 103	239 293	223 277
Résultat avant les éléments suivants		18 617	17 075	31 897	29 093
Amortissement des immobilisations corporelles		1 161	1 533	2 596	2 892
Amortissement des immobilisations incorporelles		588	503	1 163	859
Frais financiers, net		(19)	49	(65)	14
		1 730	2 085	3 694	3 765
Résultat avant impôts sur le résultat		16 887	14 990	28 203	25 328
Impôts sur le résultat		4 775	4 889	8 063	8 254
Résultat net		12 112	10 101	20 140	17 074
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de la Société		11 997	10 015	20 001	17 004
Participations ne donnant pas le contrôle		115	86	139	70
		12 112	10 101	20 140	17 074
Résultat net par action attribuable aux actionnaires de la Société	6				
De base		0,57	0,48	0,96	0,81
Dilué		0,57	0,47	0,95	0,80

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audités)

(en milliers de dollars)

	Notes	Pour les trois mois clos les 31 mai		Pour les six mois clos les 31 mai	
		2012 \$	2011 \$	2012 \$	2011 \$
Résultat net		12 112	10 101	20 140	17 074
Autres éléments du résultat global					
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	9	1 868	(85)	648	(1 480)
Résultat global		13 980	10 016	20 788	15 594
Résultat global attribuable aux :					
Actionnaires de la Société		13 865	9 930	20 649	15 524
Participations ne donnant pas le contrôle		115	86	139	70
		13 980	10 016	20 788	15 594

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audités)

Période de six mois close le 31 mai (en milliers de dollars)

Notes	Attribuable aux actionnaires ordinaires de la société						
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	6			8			
Solde au 1 ^{er} décembre 2010	17 623	3 906	208 782	—	230 311	3 430	233 741
Résultat net	—	—	17 004	—	17 004	70	17 074
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(1 480)	(1 480)	—	(1 480)
Résultat global	—	—	17 004	(1 480)	15 524	70	15 594
Acquisition d'entreprises	—	—	—	—	—	1 532	1 532
Rachat d'actions	(168)	—	(5 439)	—	(5 607)	—	(5 607)
Exercice d'options d'achat d'actions	1 441	(638)	—	—	803	—	803
Charge relative à la rémunération à base d'actions	—	292	—	—	292	—	292
Dividendes	—	—	(4 655)	—	(4 655)	—	(4 655)
Autres passifs	—	—	—	—	—	(1 552)	(1 552)
	1 273	(346)	(10 094)	—	(9 167)	(20)	(9 187)
Solde au 31 mai 2011	18 896	3 560	215 692	(1 480)	236 668	3 480	240 148
Solde au 30 novembre 2011	19 714	3 586	229 064	103	252 467	3 720	256 187
Résultat net	—	—	20 001	—	20 001	139	20 140
Autres éléments du résultat global	—	—	—	648	648	—	648
Résultat global	—	—	20 001	648	20 649	139	20 788
Rachat d'actions	(9)	—	(260)	—	(269)	—	(269)
Exercice d'options d'achat d'actions	3 211	(1 022)	—	—	2 189	—	2 189
Charge relative à la rémunération à base d'actions	—	225	—	—	225	—	225
Dividendes	—	—	(5 012)	—	(5 012)	—	(5 012)
Autres passifs	—	—	—	—	—	(48)	(48)
	3 202	(797)	(5 272)	—	(2 867)	(48)	(2 915)
Solde au 31 mai 2012	22 916	2 789	243 793	751	270 249	3 811	274 060

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audités)

(en milliers de dollars)

	Notes	Au 31 mai 2012 \$	Au 30 novembre 2011 \$	Au 1 ^{er} décembre 2010 \$
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		30 771	29 095	39 289
Débiteurs		82 043	72 366	65 017
Impôts à recevoir		2 950	1 688	—
Stocks		124 160	118 753	117 609
Frais payés d'avance		1 561	1 157	837
		241 485	223 059	222 752
Immobilisations corporelles	13	23 696	24 927	18 473
Immobilisations incorporelles	13	16 728	16 639	7 420
Goodwill	13	51 530	50 748	43 335
Impôts différés		3 336	3 303	2 972
		336 775	318 676	294 952
PASSIFS				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		54 307	51 853	54 612
Impôts à payer		—	—	3 741
Portion courante de la dette à long terme		1 984	4 309	2 072
		56 291	56 162	60 425
Dette à long terme		1 234	1 235	786
Impôts différés		3 521	3 471	—
Autres passifs		1 669	1 621	—
		62 715	62 489	61 211
CAPITAUX PROPRES				
Capital-actions	6	22 916	19 714	17 623
Surplus d'apport	6	2 789	3 586	3 906
Résultats non distribués		243 793	229 064	208 782
Cumul des autres éléments du résultat global	8	751	103	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société		270 249	252 467	230 311
Participations ne donnant pas le contrôle		3 811	3 720	3 430
		274 060	256 187	233 741
		336 775	318 676	294 952

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Au nom du conseil d'administration,



(Signé) Richard Lord
Administrateur



(Signé) Mathieu Gauvin
Administrateur

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités)

(en milliers de dollars)

	Notes	Pour les trois mois clos les 31 mai		Pour les six mois clos les 31 mai	
		2012 \$	2011 \$	2012 \$	2011 \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES					
Résultat net		12 112	10 101	20 140	17 074
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement des immobilisations corporelles		1 161	1 533	2 596	2 892
Amortissement des immobilisations incorporelles		588	503	1 163	859
Impôts différés		(77)	(63)	17	219
Charge relative à la rémunération à base d'actions		100	137	225	292
		13 884	12 211	24 141	21 336
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		(5 054)	(3 381)	(12 719)	(17 365)
		8 830	8 830	11 422	3 971
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement de la dette à long terme		—	(95)	(2 538)	(95)
Dividendes versés	7	(2 507)	(2 328)	(5 012)	(4 655)
Émission d'actions ordinaires		1 577	569	2 189	803
Rachat d'actions ordinaires pour annulation		—	(5 607)	(269)	(5 607)
		(930)	(7 461)	(5 630)	(9 554)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions d'entreprises		(2 386)	(7 493)	(2 386)	(18 498)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(605)	(5 099)	(1 707)	(8 359)
		(2 991)	(12 592)	(4 093)	(26 857)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		91	1	(23)	52
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		5 000	(11 222)	1 676	(32 388)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		25 771	18 123	29 095	39 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		30 771	6 901	30 771	6 901
Informations supplémentaires					
Impôts sur le résultat payés		3 958	3 271	8 681	10 608
Intérêts reçus		(22)	3	(71)	(53)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

1) NATURE DES ACTIVITÉS

Quincaillerie Richelieu Ltée (la « Société ») est une société par actions incorporée en vertu des lois du Québec, Canada. La Société œuvre dans le domaine de la distribution, de l'importation et de la fabrication de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires. Ses produits sont destinés à une importante clientèle de fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bain, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisterie résidentielle et commerciale, ainsi qu'à une vaste clientèle de détaillants en quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation. Son siège social est situé au 7900, Henri-Bourassa Ouest, Montréal, QC, Canada H4S 1V4.

2) PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société, présentés en dollars canadiens, ont été dressés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »), plus précisément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire » et à l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». La note 12 explique dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Société. Cette note présente le rapprochement entre les IFRS et l'information financière présentée conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») des capitaux propres et du résultat global pour les périodes comparatives et celui de l'état de la situation financière à la date de transition aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires a été faite conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter lors de l'établissement des états financiers consolidés au 30 novembre 2012 et nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés intermédiaires et présentés dans les notes y afférentes. Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours, sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents et raisonnables.

Les jugements réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumés ci-après :

- Actifs et passifs courants : La dépréciation des stocks, incluant la perte et la désuétude des stocks, l'estimation des remises aux clients, l'estimation des provisions et des passifs éventuels, l'évaluation de la provision pour mauvaises créances et le classement des contrats de location impliquent le jugement et le recours à des hypothèses qui peuvent avoir des impacts sur les montants constatés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.
- Dépréciation d'actifs non courants : La direction a utilisé son jugement afin de déterminer s'il existait des indicateurs de dépréciation d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs. L'application de cette méthode repose sur différentes hypothèses telles que décrites à la note 3.

- Impôts différés : Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces impôts pourront être imputés. Dans la détermination de ces actifs d'impôts différés, des hypothèses sont considérées, à savoir la période de consommation des reports déficitaires et le niveau des bénéfices imposables futurs conformément aux stratégies en matière de planification fiscale.

3) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des méthodes comptables résumées ci-après :

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Quincaillerie Richelieu Ltée et ceux de ses filiales. Les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées dans les états financiers consolidés suite à la consolidation des filiales Menuiserie Des Pins Ltés et Provincial Woodproducts Ltée pour lesquelles la Société détient respectivement 75% et 85% des actions ordinaires en circulation. Les opérations et soldes intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

La Société choisit d'évaluer, lors de chaque transaction, toute participation ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, soit à la juste valeur, soit à la valeur comptable de la quote-part de l'actif net identifiable utilisé dans la détermination de la répartition du prix d'achat. Toute option d'achat des participations ne donnant pas le contrôle qui correspond à la définition d'un passif financier selon l'IAS 32 *Instruments financiers : Présentation* est évaluée à sa juste valeur et présentée en tant qu'autres passifs. Les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat global.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les placements très liquides assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont été classés dans la catégorie d'instruments financiers « actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » et sont évalués à leur juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés aux comptes de résultats consolidés.

Débiteurs

Les débiteurs sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « prêts et créances ». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût en raison de leur échéance à court terme.

Stocks

Les stocks qui se composent principalement de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Un degré important de jugement est appliqué lors de l'estimation de l'effet de certains facteurs sur la valeur nette de réalisation du stock, telles que la désuétude et les pertes de stock. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimative. Les principales composantes, ayant des durées d'utilité différentes, sont amorties distinctement. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Bâtiments	20 ans
Améliorations locatives	Durée des baux, maximum 5 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Mobilier et agencements	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

3) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont des actifs acquis qui n'ont pas d'existence physique et qui respectent des critères précis permettant la comptabilisation distincte du goodwill et des immobilisations corporelles. Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels acquis ou développés à l'interne, les relations clients, les ententes de non-concurrence et les marques de commerce. Les logiciels et les relations clients sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimative qui est respectivement de 3 ans et de 10 à 20 ans tandis que les ententes de non-concurrence sont amorties sur la durée respective de chaque entente. Les marques de commerce ont une durée de vie indéfinie et, par conséquent, ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumises à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée au résultat net pour un montant égal à l'excédent.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Le goodwill n'est pas amorti.

Dépréciation d'actifs non courants

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit déterminer s'il existe un indice de dépréciation pour ses actifs non courants, excluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie. S'il existe un indice, les actifs à long terme doivent être soumis à un test de dépréciation. Pour le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation doit être effectué au minimum à chaque année, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. La Société a identifié 14 UGT aux États-Unis et 10 UGT au Canada, qui sont soit des centres de fabrication ou de distribution ou des regroupements de centres de distribution. Pour le goodwill et les actifs de support qui ne peuvent pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau des secteurs opérationnels.

Les tests de dépréciation consistent en une comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable représente le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est constatée au résultat net pour un montant égal à l'excédent. Les pertes de valeur liées aux UGT ou groupes d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT, sans toutefois réduire la valeur comptable des actifs en dessous du plus élevé de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et de leur valeur d'utilité.

Pour déterminer leur valeur d'utilité, la direction élabore des hypothèses sur la croissance des revenus, la marge brute générée et le niveau du fonds de roulement requis pour supporter les opérations sur les cinq prochaines années, la croissance à long terme du marché, et le taux d'actualisation approprié pour refléter la valeur de l'argent dans le temps et les risques spécifiques propres à chaque unité génératrice de trésorerie qui ne sont pas pris en compte dans les flux de trésorerie.

À l'exception du goodwill, si une reprise de perte de valeur survient, elle doit être comptabilisée immédiatement au résultat net. Les reprises de perte de valeur liées aux UGT ou groupes d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

Autres passifs

Les créateurs et charges à payer sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'elle sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsqu'une provision est évaluée en fonction d'estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date et sont présentées avec les créateurs et charges à payer.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé.

Constataion des ventes

Les ventes sont constatées lors de la livraison des marchandises aux clients. Les remises aux clients sont comptabilisées en réduction des ventes.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à la valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans le résultat net de l'exercice au cours duquel elles se produisent.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit le dollar canadien. La Société suit la méthode temporelle de conversion des soldes et des opérations en devises en dollars canadiens, à l'exception des comptes de sa filiale étrangère autonome. Selon cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change à la date de clôture tandis que les autres éléments de l'état de la situation financière et des comptes de résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change sont imputés au résultat net de l'exercice.

Les éléments d'actif et de passif de la filiale américaine, considérée comme autonome sur le plan financier et opérationnel, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes de change sont présentés aux états consolidés du résultat global.

Contrats de change à terme

La Société conclut périodiquement des contrats de change à terme avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations de change relatives aux passifs libellés en devises, de même que pour couvrir certains achats prévus. La Société n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

La Société utilise la comptabilité de couverture seulement lorsqu'elle rencontre les critères de documentation exigés en vertu des IFRS. Les instruments financiers dérivés que la Société a choisi de désigner comme éléments de couverture de trésorerie font partie des actifs et passifs financiers disponibles à la vente. Ils sont évalués à la juste valeur, soit le montant approximatif qui peut être obtenu en règlement de ces

3) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

instruments aux taux pratiqués sur le marché, et les gains et les pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque exercice sont enregistrés au résultat global. Si l'instrument n'est pas désigné et documenté comme un élément de couverture, les variations de la juste valeur sont constatées aux comptes de résultats consolidés de l'exercice. L'actif ou le passif lié aux instruments financiers dérivés est présenté aux postes Débiteurs ou Crédeurs et charges à payer aux états consolidés de la situation financière.

Paiement fondé sur des actions

La Société impute au résultat net les rémunérations et autres paiements à base d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les options d'achat d'actions attribuées. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. La charge relative à la rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits relatifs à ces options d'achat d'actions.

La Société possède un régime d'unités d'actions différées («UAD») à l'intention de ses administrateurs qui peuvent choisir de recevoir une partie ou la totalité de leur rémunération à travers ce régime. Les dividendes versés par la Société, le cas échéant, bénéficient également aux détenteurs d'UAD pour un montant équivalent aux dividendes versés aux actionnaires. La valeur des UAD n'est payable qu'en espèces seulement et qu'au moment où l'administrateur cesse d'être un membre du conseil. Le passif financier qui résulte de ce régime est évalué à sa juste valeur à chaque fin de période et la variation est imputée aux comptes de résultats consolidés.

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

4) MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a récemment publié de nouvelles normes qui entreront en vigueur en 2013, telle que décrite ci-après.

IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 «Instruments financiers». Cette nouvelle norme simplifie le classement et l'évaluation des actifs financiers contenus dans l'IAS 39 «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation». Les actifs financiers seront évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Ainsi, ils doivent être évalués au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention s'inscrit dans un modèle économique où l'objectif est de recevoir des flux de trésorerie contractuels; et
- les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal impayé.

Tous les autres actifs financiers doivent être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. L'entité peut utiliser une option de la juste valeur, si certaines conditions sont réunies, au lieu d'une évaluation au coût amorti. De plus, pour les participations en capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, l'entité peut, lors de la comptabilisation initiale, faire le choix irrévocable d'évaluer ces instruments à la juste valeur par le biais du résultat global.

En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 9 afin d'ajouter les dispositions d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers. Toutefois, dans le cas d'un passif financier évalué à la juste valeur par le biais du résultat net au moyen de l'option de la juste valeur, la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit du passif est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 10, États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 «États financiers consolidés» en remplacement de la SIC-12 «Entités ad hoc» et de certaines parties d'IAS 27 «États financiers consolidés et individuels». L'IFRS 10 utilise le contrôle comme base de consolidation unique, peu importe la nature de l'entité détenue. Elle définit le contrôle à l'aide des éléments suivants :

- le pouvoir sur l'entité détenue ;
- l'exposition aux rendements variables résultant de la participation dans l'entité détenue, ou la détention de droits sur ces rendements;
- la capacité d'utiliser le pouvoir sur l'entité détenue pour influencer sur les rendements.

L'IFRS 10 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 12, Informations à fournir : Intérêts dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 «Informations à fournir sur les participations dans les autres entités». Cette norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités (c'est-à-dire filiales, partenariats, entreprises associées ou entités structurées non consolidées) ainsi que l'incidence de ces participations sur ses états financiers. L'IFRS 12 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions. Les entités peuvent également choisir d'intégrer dans leurs états financiers seulement quelques exigences d'informations à fournir, sans adopter l'IFRS 12 de façon anticipée.

IFRS 13, Évaluation à la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 «Évaluation à la juste valeur» afin d'établir un cadre unique pour l'évaluation à la juste valeur des éléments financiers et non financiers. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. De plus, elle exige la divulgation de certaines informations à l'égard de ces évaluations à la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et une adoption anticipée est permise.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 «Présentation des états financiers». Les autres éléments du résultat global et la charge d'impôts correspondante devront être regroupés selon qu'ils seront ou ne seront pas reclassés dans le résultat net au cours des périodes subséquentes. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du January 1, 2013. L'adoption anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de toutes les modifications précédemment mentionnées sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

5) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2012

Le 1^{er} mai 2012, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de CourterCo Inc. («CourterCo») pour une contrepartie au comptant de 2 386 \$ (2 415 \$US), et une contrepartie à payer de 606 \$ (613 \$US). Cette entreprise dessert des ébenisteries commerciales et résidentielles, fabricants d'armoires de cuisine, de salles de bains et de meubles, à partir de ses trois centres de distribution situés aux États-Unis à Indianapolis (Indiana), à Louisville (Kentucky) et à Greensboro (Caroline du Nord).

Durant la période de six mois close le 31 mai 2012, cette acquisition a généré des ventes de 1 126 \$ et un bénéfice avant impôts de 18 \$. Si cette acquisition avait été conclue le 1^{er} décembre 2011, la direction estime que les ventes et le bénéfice avant intérêts, amortissements et impôts inclus aux comptes de résultats consolidés auraient été approximativement de 6,7 millions \$ et de 0,1 million \$ respectivement, en supposant que les ajustements provisoires au 1^{er} mai 2012 auraient été les mêmes qu'au 1^{er} décembre 2011.

5) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)**2011**

Le 10 janvier 2011, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Outwater Hardware («Outwater») pour une contrepartie au comptant de 8 748 \$ (8 800 \$US), excluant les frais d'acquisition, et une contrepartie à payer de 2 920 \$ (2 937 \$US). Cette entreprise basée à Lincoln Park (New Jersey, États-Unis), opère un centre de distribution de produits de quincaillerie spécialisée et décorative, qui dessert des ébénisteries résidentielles et commerciales, fabricants d'armoires de cuisine, de salle de bains et de meubles.

Le 31 janvier 2011, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Madico Inc. pour une contrepartie au comptant de 2 770 \$, excluant les frais d'acquisition, et une contrepartie à payer de 95 \$. Cette entreprise basée dans la région de Québec (Québec, Canada) développe et distribue des produits de protection de plancher et dessert une importante clientèle de détaillants en quincaillerie et de grandes surfaces de rénovation principalement au Canada ainsi qu'aux États-Unis.

Le 14 mars 2011, la Société a acquis 85% des actions ordinaires en circulation de Provincial Woodproducts Ltd. pour une contrepartie au comptant de 7 200 \$, excluant les frais d'acquisition, et une contrepartie à payer de 1 481 \$. Cette entreprise basée à St-John's (Terre-Neuve, Canada) opère un centre de distribution de quincaillerie, produit de finition, panneaux et planchers de bois franc.

Sommaire des acquisitions

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation sont compris dans les états financiers consolidés depuis les dates d'acquisition respectives de chaque acquisition. La répartition préliminaire du prix d'achat de CourterCo et les répartitions finales des prix d'achat d'Outwater, de Madico Inc. et de Provincial Woodproducts Ltd., en date des transactions, se résument de la façon suivante :

	2012	2011
	\$	\$
Actifs net acquis		
Débiteurs	1 509	3 924
Stocks	1 930	4 296
Frais payés d'avance	24	227
Actifs courants	3 463	8 447
Immobilisations corporelles	66	2 744
Logiciels	—	9
Relations clients	439	8 102
Marques de commerce	205	1 013
Entente de non concurrence	57	665
Goodwill	316	7 279
	4 546	28 259
Passifs courants pris en charge	1 556	2 713
Impôts différés	—	1 504
Participations ne donnant pas le contrôle	—	1 532
Actifs net acquis	2 990	22 510
Contrepartie		
Comptant, net de la trésorerie acquise	2 384	18 014
Contreparties à payer	606	4 496
	2 990	22 510

Au 30 novembre 2011, la Société avait finalisé la répartition du prix d'achat des entreprises acquises en 2010 résultant ainsi en une augmentation du goodwill de 517 \$.

Durant les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat des entreprises acquises durant les périodes correspondantes de 2011, résultant respectivement en une augmentation du goodwill de 0 \$ et 396 \$.

6) CAPITAL ACTIONS**Autorisé**

Un nombre illimité :

Actions ordinaires.

Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en série, dont les caractéristiques doivent être établies par le conseil d'administration.

Émis

	Au 31 mai 2012	Au 30 novembre 2011
	\$	\$
20 940 959 actions ordinaires (20 846 709 au 30 novembre 2011)	22 916	19 714

Au cours de la période de six mois close le 31 mai 2012, la Société a émis 103 250 actions ordinaires (47 800 en 2011) à un prix moyen de 21,20 \$ par action (16,80 \$ en 2011) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours de la période de six mois close le 31 mai 2012, la Société a acheté aux fins d'annulation 9 000 actions ordinaires dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie de 269 \$ (188 800 en 2011 pour une contrepartie de 5 607 \$) entraînant une prime au rachat de 260 \$ qui a été enregistrée en diminution des résultats non distribués (5 439 \$ en 2011).

Régime d'options d'achat d'actions

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants et employés clés. Le prix de souscription de chaque action visée par une option octroyée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions des cinq jours précédant la date de l'octroi et doit être payé intégralement au moment de la levée de l'option. Les options peuvent être levées un an après leur octroi à raison de 25 % par année et doivent être levées au plus tard au dixième anniversaire de la date de l'octroi.

Au cours de la période de six mois close le 31 mai 2012, la Société a octroyé 41 000 options d'achat d'actions (50 000 en 2011) comportant un prix d'exercice moyen de 27,43 \$ par action (30,54 \$ en 2011) et une juste valeur moyenne de 6,56 \$ l'option (8,76 \$ en 2011) déterminée selon le modèle d'évaluation Black & Scholes en considérant un taux de dividendes prévu de 1,75 % (1,5 % en 2011), une volatilité prévue de 25 % (25 % en 2011), un taux d'intérêt sans risque de 2,31 % (3,71 % en 2011) avec une durée prévue de 7 ans (7 ans en 2011). La charge de rémunération imputée au résultat net durant les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012 relativement aux options s'est élevée respectivement à 100 \$ et 225 \$ (137 \$ et 292 \$ en 2011). Au 31 mai 2012, le solde des options en circulation était de 819 750 à des prix de levée variant de 9,97 \$ à 30,68 \$, pour une moyenne pondérée de 21,57 \$ (883 000 options au 30 novembre 2011 à des prix de levée variant de 7,28 \$ à 30,68 \$, pour une moyenne pondérée de 21,25 \$).

6) CAPITAL ACTIONS (suite)

Résultat net par action

Le résultat net par action de base et le résultat net par action dilué ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

	Pour les trois mois clos le		Pour les six mois clos le	
	31 mai 2012	31 mai 2011	31 mai 2012	31 mai 2011
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	20 903	21 114	20 879	21 130
Effet de dilution en vertu du régime d'option d'achat d'actions	220	253	201	258
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	21 123	21 367	21 080	21 388

Pour la période de six mois close le 31 mai 2012, le calcul du résultat net dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 15 000 options sur actions puisque leur prix de levée, étant supérieur au cours moyen des actions de la période aurait un effet anti-dilutif (20 000 options en 2011).

7) DIVIDENDES

Pour les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012, la Société a versé des dividendes de 2 507 \$ et de 5 012 \$ (2 328 \$ et 4 655 \$ en 2011) aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,12 \$ par action par trimestre (0,11 \$ par action par trimestre en 2011).

8) CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global est composé des éléments suivants et les variations survenues au cours des périodes de trois et six mois closes les 31 mai 2012 et 2011 se détaillent comme suit :

	Pour les trois mois clos le		Pour les six mois clos le	
	31 mai 2012	31 mai 2011	31 mai 2012	31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	(1 117)	(1 395)	103	—
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	1 868	(85)	648	(1 480)
Solde à la fin de la période	751	(1 480)	751	(1 480)

9) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Risque de crédit

La Société vend ses produits à de nombreux clients situés principalement au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Le risque de crédit est lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des débiteurs de la Société. Le délai moyen de recouvrement des débiteurs au 31 mai 2012 est à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et n'exige généralement pas de garantie. La provision pour mauvaises créances a augmenté de 641 \$ durant les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012 et s'est établie à 5 647 \$.

Risque de marché

La Société est exposée aux fluctuations de change pouvant affecter ses achats et ses ventes conclus en devises étrangères (principalement en dollar US). Les charges d'administration pour les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012 comprennent gain de change de 209 \$ et de 171 \$ contre une perte de change de 102 \$ et 645 \$ pour les périodes correspondantes en 2011.

La politique de la Société est de préserver le coût d'achat et le prix de vente de ses activités commerciales en couvrant partiellement ses positions au moyen d'instruments financiers dérivés. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de taux de change, elle utilise des contrats de change à terme. Les principaux risques de change de la Société sont couverts par une trésorerie centralisée. Les risques de change sont gérés conformément à la politique de gestion du risque de change. L'objectif visé par la politique est de protéger les profits d'exploitation de la Société en réduisant l'exposition à la fluctuation de change. La politique en matière de gestion des risques de change ne permet pas d'effectuer des opérations à des fins de spéculation.

Au 31 mai 2012, une dépréciation de 1 % du dollar canadien sur le dollar américain, et sur l'Euro, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, n'aurait pas eu d'incidences importantes sur le montant du résultat net consolidé [aucune incidence importante en 2011] et aurait augmenté celui des autres éléments du résultat global de 734 \$ [541 \$ en 2011]. La sensibilité du taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers détenus par la Société à la date du bilan.

Pour les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012, l'état consolidé du résultat global présente un gain de change de 1 868 \$ et 648 \$ (perte de 85 \$ et 1 480 \$ en 2011) sur le placement net dans un établissement étranger autonome, qui résulte principalement de la conversion de l'investissement net à long terme dans cet établissement.

Risque de liquidité

La Société gère son risque de ne pouvoir régler ses passifs financiers au moment opportun en tenant compte des besoins opérationnels et en ayant recours à différentes sources de financement, le cas échéant. Au cours des dernières années, la Société a financé sa croissance, ses acquisitions et ses distributions aux actionnaires en utilisant les fonds autogénérés par ses opérations.

Charges de la période

Au cours des périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012, le montant des stocks passés en charge résultant des activités d'importation, de distribution et de fabrication est de 103 793 \$ et 192 316 \$ respectivement (98 532 \$ et 179 666 \$ en 2011). Ce montant inclut une charge de désuétude des stocks de 595 \$ et 1 073 \$ respectivement (544 \$ et 998 \$ en 2011). Au cours des périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012, le montant des avantages du personnel passés en charge est de 20 823 \$ et 40 054 \$ respectivement (19 398 \$ et 36 511 \$ en 2011).

9) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS (suite)

Réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses actions et réclamations. Elle conteste le bien-fondé de ces actions et réclamations, et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influenceront pas de façon sensible la situation financière et le résultat net consolidé de la Société.

10) INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Au cours des périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012, près de 80 % des ventes ont été effectuées au Canada (82% en 2011) alors que les ventes à l'étranger, presque entièrement aux États-Unis, s'élèvent, en dollars canadiens, à 28 586 \$ et à 54 905 \$ respectivement (25 414 \$ et 46 033 \$ en 2011), puis à 28 604 \$ et 54 639 \$ (26 258 \$ et 46 963 \$ en 2011) en dollars US.

Au 31 mai 2012, du total des immobilisations corporelles de 23 696 \$ (24 927 \$ au 30 novembre 2011), 1 959 \$ (2 019 \$ au 30 novembre 2011) sont situées aux États-Unis. De plus, les immobilisations incorporelles situées aux États-Unis s'élèvent à 8 637 \$ sur un total de 16 728 \$ (8 158 \$ sur un total de 16 639 \$ au 30 novembre 2011) et le goodwill à 3 994 \$ sur un total de 51 530 \$ (3 212 \$ sur un total de 50 748 \$ au 30 novembre 2011) en dollars canadiens, et s'élèvent respectivement à 8 362 \$ (7 996 \$ au 30 novembre 2011) et à 3 867 \$ (3 148 \$ au 30 novembre 2011) en dollars US.

11) GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société sont les suivants :

- maintenir un faible ratio d'endettement pour préserver la capacité de l'entité de poursuivre sa croissance interne et par acquisitions ;
- fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut être amenée à modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, à remettre du capital aux actionnaires ou à émettre de nouvelles actions.

Pour la période de six mois close le 31 mai 2012, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- un ratio d'endettement de 1,2 % (dette portant intérêt/avoir des actionnaires) ;
- un rendement sur l'avoir moyen des actionnaires de 16,9 % au cours des 12 derniers mois.

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

12) APPLICATION DES IFRS

Les présents états financiers sont les premiers états financiers consolidés de la Société des périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012 préparés selon les IFRS. La date de transition aux IFRS est le 1^{er} décembre 2010. Les méthodes comptables IFRS de la Société présentées à la note 3 ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires. Les principaux ajustements qui ont été faits pour convertir les états financiers consolidés de l'exercice clos les 30 novembre 2011, ainsi que l'état de la situation financière au 1^{er} décembre 2010, des PCGR avant le basculement aux IFRS sont expliqués ci-dessous.

La Société a mis en application l'IFRS 1, qui autorise certaines exemptions à l'application rétrospective en date de la transition, pour préparer l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} décembre 2010 et a choisi d'utiliser les exemptions suivantes :

Regroupement d'entreprises

La norme IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, peut être adoptée de façon rétrospective ou prospective. L'application rétrospective nécessite le retraitement d'une partie ou de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. La Société s'est prévaluée de cette exemption et n'a pas retraité ses acquisitions antérieures à la date de transition.

Paiement fondé sur des actions

Une entité peut appliquer IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, seulement aux instruments de capitaux propres dont les droits n'ont pas été acquis à la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer IFRS 2 aux instruments de capitaux propres attribués et dont les droits ont été acquis avant la date de transition aux IFRS.

Montant cumulé des différences de conversion

L'application rétrospective des IFRS aurait obligé la société à déterminer le montant cumulé des différences de conversion conformément à IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, à compter de la date à laquelle une filiale ou une entreprise associée a été constituée ou acquise. IFRS 1 permet toutefois que les gains et les pertes de change cumulés soient ramenés à zéro à la date de transition. La Société a choisi de ramener à zéro ses pertes nettes de change d'un montant de 5,6 millions de dollars au 1^{er} décembre 2010 qui ont été reclassés dans les résultats non distribués à la date de transition.

RAPPROCHEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

		30 novembre 2011	1 ^{er} décembre 2010
	Note	\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR		275 634	253 869
Dépréciation d'actifs – perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill	a, c	(26 509)	(26 509)
Amortissement et autres	a, c	408	–
Autres passifs	e	(400)	(400)
Impôts différés	b	3 334	3 351
		(23 167)	(23 558)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société selon les IFRS		252 467	230 311

12) APPLICATION DES IFRS (suite)**RAPPROCHEMENTS DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

	Note	Au 1 ^{er} décembre 2010		IFRS \$
		PCGR \$	Ajustements \$	
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		39 289	—	39 289
Débiteurs		65 017	—	65 017
Stocks		117 609	—	117 609
Frais payés d'avance		837	—	837
		222 752	—	222 752
Immobilisations corporelles	a	19 132	(659)	18 473
Immobilisations incorporelles	a	13 242	(5 822)	7 420
Goodwill	a, c	63 363	(20 028)	43 335
Impôts différés	e	2 327	645	2 972
		320 816	(25 864)	294 952
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	e	54 212	400	54 612
Impôts à payer		3 741	—	3 741
Portion courante de la dette à long terme		2 072	—	2 072
		60 025	400	60 425
Dette à long terme		786	—	786
Impôts différés	a, b	2 706	(2 706)	—
Participations ne donnant pas le contrôle	d	3 430	(3 430)	—
		66 947	(5 736)	61 211
Capitaux propres				
Capital-actions		17 623	—	17 623
Surplus d'apport		3 906	—	3 906
Résultats non distribués		237 907	(29 125)	208 782
Cumul des autres éléments du résultat global	d	(5 567)	5 567	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société		253 869	(23 558)	230 311
Participations ne donnant pas le contrôle	d	—	3 430	3 430
		253 869	(20 128)	233 741
		320 816	(25 864)	294 952

12) APPLICATION DES IFRS (suite)**RAPPROCHEMENTS DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

	Note	Au 30 novembre 2011		IFRS \$
		PCGR \$	Ajustements \$	
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		29 095	—	29 095
Débiteurs		72 366	—	72 366
Impôts à recevoir		1 645	43	1 688
Stocks		118 753	—	118 753
Frais payés d'avance		1 157	—	1 157
		223 016	43	223 059
Immobilisations corporelles	a	25 399	(472)	24 927
Immobilisations incorporelles	a	22 189	(5 550)	16 639
Goodwill	a, c	70 870	(20 122)	50 748
Impôts différés	e	2 658	645	3 303
		344 132	(25 456)	318 676
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	e	51 453	400	51 853
Portion courante de la dette à long terme		4 309	—	4 309
		55 762	400	56 162
Dette à long terme		1 235	—	1 235
Impôts différés	a, b	6 160	(2 689)	3 471
Autres passifs	d	—	1 621	1 621
Participations ne donnant pas le contrôle	d	5 341	(5 341)	—
		68 498	(6 009)	62 489
Capitaux Propres				
Capital-actions		19 714	—	19 714
Surplus d'apport	d	3 586	—	3 586
Résultats non distribués		257 955	(28 891)	229 064
Cumul des autres éléments du résultat global	d	(5 621)	5 724	103
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société		275 634	(23 167)	252 467
Participations ne donnant pas le contrôle		—	3 720	3 720
		275 634	(19 447)	256 187
		344 132	(25 456)	318 676

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

RAPPROCHEMENTS DES COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

	Note	Exercice clos le 30 novembre 2011		
		PCGR \$	Ajustements \$	IFRS \$
Ventes		523 786	—	523 786
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	c	456 467	170	456 637
Résultat avant les éléments suivants		67 319	(170)	67 149
Amortissement des immobilisations corporelles	a	5 906	(132)	5 774
Amortissement des immobilisations incorporelles	a	2 139	(229)	1 910
Frais financiers, net		(13)	—	(13)
		8 032	(361)	7 671
Résultats avant impôts sur le résultat		59 287	191	59 478
Impôts sur le résultat	b	19 416	(43)	19 373
Résultat net		39 871	234	40 105
Attribuable aux :				
Actionnaires de la Société		39 492	234	39 726
Participations ne donnant pas le contrôle		379	—	379
		39 871	234	40 105
Résultat par action attribuable aux actionnaires de la Société				
De base		1,88	0,01	1,89
Dilué		1,86	0,01	1,87

RAPPROCHEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	Note	Exercice clos le 30 novembre 2011		
		PCGR \$	Ajustements \$	IFRS \$
Résultat net		39 871	234	40 105
Autres éléments du résultat global				
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	d	(54)	157	103
Résultat global		39 817	391	40 208

RAPPROCHEMENTS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Note	Exercice clos le 30 novembre 2011		
		PCGR \$	Ajustements \$	IFRS \$
Activités opérationnelles	c	38 528	(215)	38 313
Activités de financement		(19 690)	—	(19 690)
Activités d'investissement	c	(29 295)	215	(29 080)

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

RAPPROCHEMENTS DES COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

	Note	Période de trois mois close le 31 mai 2011			Période de six mois close le 31 mai 2011		
		PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$	PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$
Ventes		139 178	—	139 178	252 370	—	252 370
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	c	121 984	119	122 103	223 113	164	223 277
Résultat avant les éléments suivants		17 194	(119)	17 075	29 257	(164)	29 093
Amortissement des immobilisations corporelles	a	1 569	(36)	1 533	2 905	(13)	2 892
Amortissement des immobilisations incorporelles	a	562	(59)	503	962	(103)	859
Frais financiers, net		49	—	49	14	—	14
		2 180	(95)	2 085	3 881	(116)	3 765
Résultats avant impôts sur le résultat		15 014	(24)	14 990	25 376	(48)	25 328
Impôts sur le résultat	b	4 922	(33)	4 889	8 296	(42)	8 254
Résultat net		10 092	9	10 101	17 080	(6)	17 074
Attribuable aux :							
Actionnaires de la Société		10 006	9	10 015	17 010	(6)	17 004
Participations ne donnant pas le contrôle		86	—	86	70	—	70
		10 092	9	10 101	17 080	(6)	17 074
Résultat par action attribuable aux actionnaires de la Société							
De base		0,48	—	0,48	0,81	—	0,81
Dilué		0,47	—	0,47	0,80	—	0,80

RAPPROCHEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ TRIMESTRIEL

	Note	Période de trois mois close le 31 mai 2011			Période de six mois close le 31 mai 2011		
		PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$	PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$
Résultat net		10 092	9	10 101	17 080	(6)	17 074
Autres éléments du résultat global							
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	d	(150)	65	(85)	(2 824)	1 344	(1 480)
Résultat global		9 942	74	10 016	14 256	1 338	15 594

RAPPROCHEMENTS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

	Note	Période de trois mois close le 31 mai 2011			Période de six mois close le 31 mai 2011		
		PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$	PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$
Activités opérationnelles	c	8 740	90	8 830	3 971	—	3 971
Activités de financement		(7 461)	—	(7 461)	(9 554)	—	(9 554)
Activités d'investissement	c	(12 502)	(90)	(12 592)	(26 857)	—	(26 857)

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

a) IAS 36 - Dépréciation d'actifs

Méthode comptable selon les PCGR Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Toute dépréciation est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel la baisse de valeur s'est produite.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent.

Les actifs à long terme, excluant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable au moyen des flux de trésorerie nets futurs non actualisés qui sont directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés et est imputé aux résultats, le cas échéant.

Méthode comptable selon les IFRS La Société doit revoir au moins une fois par année les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, incluant le goodwill, afin de déterminer si leur valeur recouvrable excède leur valeur aux livres. La valeur recouvrable est définie comme étant la juste valeur moins les frais de vente, ou la valeur d'utilité, elle-même étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs associés aux actifs.

La valeur recouvrable du goodwill et des immobilisations incorporelles acquises est évaluée selon la valeur d'utilité de l'UGT à laquelle lesdits actifs ont été attribués.

Incidence sur la situation financière d'ouverture Le test de dépréciation conforme aux PCGR est fait au niveau de l'unité d'exploitation qui regroupe plusieurs centres de distribution dans une région, bénéficiant ainsi des flux de trésorerie de centres de distribution où il n'y a pas d'immobilisations incorporelles et de goodwill. Contrairement au test de dépréciation conforme aux PCGR, le test de dépréciation conforme aux IFRS est effectué à un plus bas niveau, soit à celui où des entrées de trésorerie largement indépendantes d'autres groupes d'actifs sont générées, ce qui correspond au niveau du centre de distribution dans plusieurs cas.

En raison de l'application de la nouvelle méthode comptable, la valeur d'utilité de certaines unités génératrices de trésorerie, et donc la valeur recouvrable, est inférieure à la valeur aux livres.

L'estimation de la valeur d'utilité, et donc de la conclusion du test de dépréciation, est sensible aux hypothèses déterminées de croissance des revenus, de marge brute générée et de niveau du fonds de roulement requis pour supporter les opérations sur les cinq prochaines années, de croissance à long terme du marché, et de taux d'actualisation approprié pour refléter la valeur de l'argent dans le temps et les risques spécifiques propre à chaque unité génératrice de trésorerie qui ne sont pas pris en compte dans les flux de trésorerie.

Ainsi, une dépréciation de 26,5 millions de dollars (25,8 millions de dollars US) a été constatée en réduction de la valeur comptable de certains actifs acquis aux États-Unis entre 2003 et 2010.

Incidence comptable sur l'exercice de 2011 Cette méthode comptable a réduit les charges d'amortissement des actifs de 0,4 millions \$ et pourrait donner lieu à des ajustements plus fréquents dans les résultats de la Société, en lien avec les actifs acquis dans le cadre de regroupement d'entreprise. Les dépréciations d'actifs amortissables (corporels et incorporels) peuvent donner lieu à des reprises de valeur jusqu'à concurrence du coût initialement comptabilisé.

b) IAS 12 - Impôts sur le résultat

Méthode comptable selon les IFRS Les ajustements effectués sur le bilan d'ouverture ont donné lieu à la constatation d'actifs d'impôts différés supplémentaires et entraîné la radiation de passifs d'impôts différés. Cette norme limite la constatation d'actifs d'impôts différés au montant dont la réalisation est probable.

Incidence sur la situation financière d'ouverture Ainsi, les passifs d'impôts différés ont été radiés et certains actifs d'impôts différés n'ont pas été constatés puisqu'il n'est pas plus probable qu'improbable que les avantages se matérialisent dans les exercices subséquents.

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

c) IFRS 3 - Regroupement d'entreprises - Frais connexes aux acquisitions et exemption selon les IFRS 1

Méthode comptable selon les PCGR	Les frais d'acquisition, soit les frais encourus par l'acquéreur pour conclure une transaction d'acquisition d'entreprise, sont inclus dans la répartition du prix payé et, en conséquence capitalisés au bilan.
Méthode comptable selon les IFRS	L'acquéreur se doit de passer en charge tous les coûts encourus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise au cours de la période durant laquelle les services ont été reçus.
Incidence sur la situation financière d'ouverture	IFRS 1 accorde le choix d'appliquer la norme IFRS 3 uniquement aux regroupements d'entreprise survenant le ou après le 1er décembre 2010. Il n'y a donc aucune incidence sur la situation financière d'ouverture.
Incidence comptable sur l'exercice 2011	Les frais d'acquisition constatés durant l'exercice 2011 et considérés dans la répartition des prix d'achat des entreprises acquises totalisent 0,2 million de dollars. Ces frais ont été passés en charges dans le compte consolidé de résultat de l'exercice clos le 30 novembre 2011.

d) Reclassements : Conversion de devises et participations ne donnant pas le contrôle

Méthode comptable selon les IFRS	IAS 21 impose à la Société de comptabiliser certaines différences de conversion en autres éléments du résultat global et de les cumuler dans une composante distincte des capitaux propres. Selon IFRS 1, la Société n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions pour les montants cumulés des différences de conversion qui existaient au 1er décembre 2010 si le montant cumulé de ces différences est réputé nul à cette date. IFRS 10 requiert de présenter les participations ne donnant pas le contrôle en tant qu'élément des capitaux propres dans l'état consolidé de la situation financière, séparément des capitaux propres des actionnaires de la Société. Toute option d'achat des participations ne donnant pas le contrôle qui rencontre la définition d'un passif financier selon l'IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i> est évaluée à sa juste valeur et présentée en tant qu'autre passif.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Le montant cumulé des différences de conversion est réputé nul au 1er décembre 2010, la contrepartie ayant réduit les résultats non distribués. Le total du passif est réduit du solde des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux transactions en vertu desquelles il n'existe pas d'options d'achat d'actions de ces participations et celui-ci est reclassé aux capitaux propres.

e) Autres passifs, provisions et passifs éventuels

Comparaisons entre IFRS et PCGR	Les IFRS précisent qu'une provision doit être comptabilisée lorsqu'il est probable (>50%) que la Société soit tenue de régler une obligation par une sortie de fonds et que son estimation est fiable. Ces provisions doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers. Selon les PCGR, les critères de constatations pour une situation semblable requièrent un niveau de certitude plus élevé.
Incidence sur la situation financière d'ouverture	Le solde des provisions a été révisé et ajusté lorsque les critères de constatation selon les IFRS ont été rencontrés.

13) INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES

Cette note présente l'information financière en date du 30 novembre 2011 et tient compte des impacts comptabilisés suite à la conversion aux IFRS, tel que décrits à la note 12.

Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel et outillage	Matériel roulant	Mobilier et agence- ments	Matériel informatique	Total
Valeur comptable nette								
Solde au 1 ^{er} décembre 2010	3 546	5 882	722	4 633	1 048	2 075	568	18 474
Acquisitions	—	4 964	175	1 665	873	913	880	9 470
Acquisitions par regroupements d'entreprises	106	1 045	818	541	134	60	40	2 744
Amortissement	—	(1 188)	(422)	(1 533)	(584)	(1 478)	(568)	(5 773)
Cessions et radiations	—	—	—	—	—	—	9	9
Effet des taux de change	—	(1)	17	(4)	(2)	(5)	(2)	3
Valeur comptable nette								
Solde au 30 novembre 2011	3 652	10 702	1 310	5 302	1 469	1 565	927	24 927
Valeur comptable nette								
Coût	3 652	20 170	4 082	22 557	5 827	10 583	8 475	75 346
Amortissement cumulé	—	(9 468)	(2 772)	(17 255)	(4 358)	(9 018)	(7 548)	(50 419)
Valeur comptable nette								
Solde au 30 novembre 2011	3 652	10 702	1 310	5 302	1 469	1 565	927	24 927

Immobilisations incorporelles et goodwill

	Logiciels	Ententes de non- concurrence	Relations clients	Marques de commerce	Total	Goodwill
Valeur comptable nette						
Solde au 1 ^{er} décembre 2010	558	138	4 450	2 273	7 419	43 335
Acquisitions	1 250	—	—	—	1 250	—
Acquisitions par regroupements d'entreprises	9	665	8 102	1 013	9 789	6 884
Ajustement à la juste valeur des regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	517
Amortissement	(567)	(130)	(1 213)	—	(1 910)	—
Effet des taux de change	—	—	82	9	91	12
Solde au 30 novembre 2011	1 250	673	11 421	3 295	16 639	50 748
Valeur comptable nette						
Coût	4 297	1 272	20 141	3 295	29 005	50 748
Amortissement cumulé	(3 047)	(599)	(8 720)	—	(12 366)	—
Valeur comptable nette au						
30 novembre 2011	1 250	673	11 421	3 295	16 639	50 748

Pour les fins des tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été allouée aux UGT et pour le goodwill et les actifs de support qui ne pouvaient pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation ont été effectués au niveau des secteurs opérationnels. La note 12 décrit les dépréciations comptabilisées en réduction du goodwill lors de l'application initiale des IFRS.

13) INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES (suite)**Informations relatives aux parties liées**

La Société détient des participations importantes dans les filiales suivantes :

Noms	Pays de constitution	Pourcentage d'intérêt dans le capital	Pourcentage de droits de vote
Richelieu America Ltd	États-Unis	100	100
Richelieu Finances Ltée	Canada	100	100
Richelieu Hardware Canada Ltd	Canada	100	100
Les Industries Cédan inc.	Canada	100	100
Distributions 20-20 inc.	Canada	100	100
Provincial Woodproducts Limited	Canada	85	85
Menuiserie des Pins Ltée	Canada	75	75

La rémunération des principaux dirigeants se détaille comme suit pour l'exercice clos le 30 novembre 2011 :

	2011
	\$
Avantages du personnel à court terme	2 708
Autres avantages à long terme	343
Paieement fondé sur des actions	17
	3 068

Les créiteurs incluent une allocation de retraite d'un montant de 1 800 \$ payable à l'un des principaux dirigeants.

14) APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS

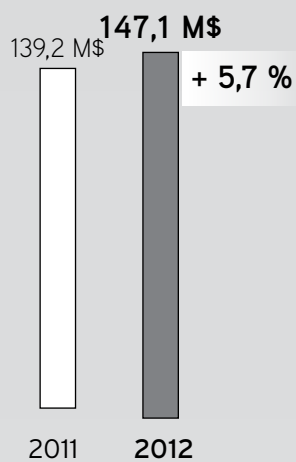
Les états financiers consolidés des périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 5 juillet 2012.

15) CHIFFRES COMPARATIFS

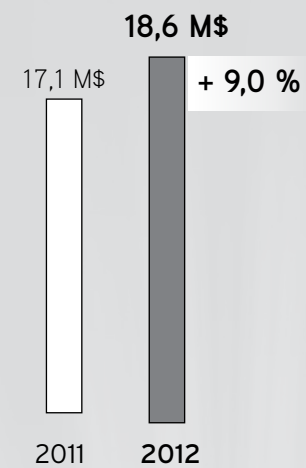
Certains chiffres présentés pour les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2011 et l'exercice clos le 30 novembre 2011 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée durant les périodes de trois et six mois closes le 31 mai 2012.

Deuxièmes trimestres terminés les 31 mai 2011 et 2012

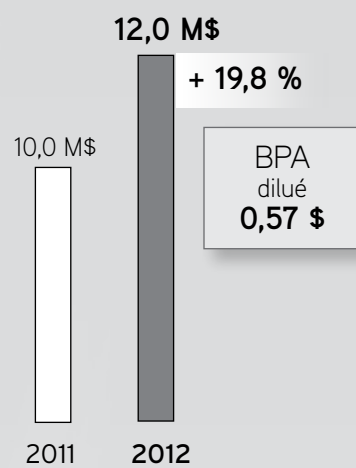
VENTES



BAIIA



RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ



Marge BAIIA
12,3 % 12,7 %

Marge nette
7,2 % 8,2 %

**Agent de transfert et agent chargé
de la tenue des registres**
Société de fiducie Computershare du Canada

Vérificateurs
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
800, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec)
H3B 1X9

Siège social
Quincaillerie Richelieu Ltée
7900, boul. Henri-Bourassa Ouest
Saint-Laurent (Québec) H4S 1V4
Téléphone: (514) 336-4144
Télécopieur: (514) 832-4002

www.richelieu.com



+ 50 % de l'offre : marques de Richelieu et produits exclusifs